

Sortie de la pandémie vers l'esclavage ?

La dette de la France a franchi le mur du son. Officiellement à 2800 milliards en 2021, son montant réel est désormais abyssal entre 4000 et 5000 milliards d'euros. Mais surtout la sortie du Covid va inaugurer un curieux système de pouvoir entre finances, gouvernement et citoyens avec une addition qui en cache une autre, bien pire, plus salée, plus indigeste encore.

Déjà en 2013, la Cour des Comptes avait rappelé un cumul des engagements avec "hors bilan" à 5 200 milliards, rappelant que la dette publique avait triplé en 8 ans seulement. Cette estimation de la dette publique est encore en dessous de la réalité 2021. Entre Dexia, le logement social, la SNCF, la dette FMI, et bien d'autres, l'ardoise supplémentaire avait été chiffrée à 3 300 milliards en sus de la dette officielle lors de la dernière élection présidentielle (cab Archer). Le hors bilan a atteint en 2019 4 300 milliards supplémentaires selon le Rapport de Loi de Finances du Sénat 2020 sur la dette publique alors qu'il n'était "que" de 1300 milliards en 2006. L'année dernière nous étions environ deux fois plus endettés que l'Allemagne. En réalité, près de 300% du PIB sont engagés et non 120% pourtant déjà énormes. Les informations de l'administration sont tellement brouillonnes que les Parlementaires craignent de découvrir encore d'autres trous financiers non maîtrisés selon leur Rapporteur Spécial la Sénatrice Nathalie Goulet. (Rapport 140 21 nov 2019). Il est vrai que le ministre des finances, très cher Bruno, avait dû avouer dans une émission sur Canal Plus qu'il ne savait pas ce qu'était un hectare, ni multiplier 100 par 100. C'est gênant pour ce poste.

Le gouvernement vient « généreusement » de dépenser 160 milliards, mais avec notre carnet de chèques et en signant à notre place. Alors que les absurdités se succèdent avec des confinements qui tournent au sketch hilarant ou au déni parisien, les autorités auraient pu embaucher temporairement en renfort et pour le même prix les personnes humiliées à mi salaire et cloîtrées. Leur dignité aurait été préservée. Au moins cette mesure aurait contribué au PIB au lieu de l'alourdir. Elle aurait aussi soulagé la surcharge des personnels de santé et des services publics, plutôt que de les applaudir en oubliant de leur verser les primes promises. Un long désastre parcourt le gâchis des innombrables allers retours masque ou non, confinement ou non, commerce ou non, vaccin ou non, restaurant ou non, attestation invérifiable, etc. Les exodes provoqués par les pseudo confinements amplifient les contagions au lieu de les résorber et accroissent encore nos coûts et nos difficultés.

Le catalogue est long : tourisme, hôtellerie, restauration, sport, événementiel, culture, transport aérien, remontées mécaniques, hôtels, campings, commerces de détail biens personnels, coiffeurs, esthétique, restaurants, cafétérias, débits de boissons, cinémas, agences de voyage, foires ou de salons, bureaux de change, disciplines sportives, loisirs, spectacles, musées, guides, jardins et zoos, salles de sports, parcs d'attractions, casinos, cars et bus touristiques, transport maritime, enseignement culturel,

Désormais il faut ajouter aussi les prêts garantis par l'Etat pour près de 400 milliards dont certains accordés curieusement à des grands groupes ou à des secteurs spéculatifs proches du pouvoir. Comptons aussi 200 milliards pour la Sécu. Les critères de Maastricht sont enterrés, et le Peuple Français une fois de plus est trahi. La finance internationale nous prête volontiers en temps de crise pour nous contrôler totalement à la sortie à peu de frais. Plus nous dégradons notre rating, plus nous sommes vulnérables, plus on nous prête pour devenir l'otage absolu de la finance internationale qui pourra s'autoriser toutes les prétentions sur notre économie.. La France dégringole de son

flamboyant AAA vers un A simple qui pourrait même tourner rapidement au douteux BBB.

Le Finance Stability Board, organisme mondial de surveillance financière, vient de publier son rapport 2020. Les échanges privés mondiaux (NBF1) ont pour la première fois dépassé ceux des banques centrales et gouvernements, à plus de 200 trillions de dollars. En comparaison, la « force de frappe » mondiale du FMI est 500 fois inférieure (440 milliards) ou 200 fois inférieure (1 trillion) avec les lignes des Etats mondiaux (200 et 350 milliards en plus). Ceci signifie que la finance privée mondiale a pris le pouvoir absolu. Les Etats endettés sont ses créanciers et n'auront comme choix que celui de faire payer leurs concitoyens à vie. Un seul exemple : le poids de la France dans ce système privé est de moins de 0.2%,

Si le Gouvernement gère ce problème par l'absurdité, comme le Covid, alors, ce que nous avons connu avec les Gilets Jaunes ne sera qu'une plaisanterie à côté d'une contestation généralisée, en pleine élection présidentielle de 2022. La conséquence de l'endettement actuel serait de doubler encore la fiscalité actuelle sur au moins deux générations avec fiscalité exceptionnelle, impôt Covid, TVA majorée, remboursement des prêts Covid garantis, déficit Sécu, etc... Cette issue est impensable. Il est temps de mettre l'imagination au pouvoir avant qu'il ne soit trop tard, et le pouvoir semble vraiment en manquer. Il lui reste moins de six mois pour le faire. Sinon, le pouvoir ne sera plus au pouvoir, d'une façon ou d'une autre.